

CERTIFICATS DE CITOYENNETÉ EN
NOUVELLE-ÉCOSSE

M. Balcom:

1. Combien de personnes, demeurant en Nouvelle-Écosse, ont obtenu un certificat de citoyenneté au cours des mois de janvier, février, mars et avril 1951?

2. Quels sont les noms, adresses, professions et pays d'origine de ces personnes?

3. Toutes les demandes de certificats de la part de personnes demeurant en Nouvelle-Écosse sont-elles faites au bureau d'Halifax?

4. Sinon, à quels autres bureaux?

L'hon. M. Bradley: Je dépose le document.

DEMANDE DE DOCUMENTS

ROUTE TRANSCANADIENNE, D'AGASSIZ À HOPE,
EN COLOMBIE-BRITANNIQUE

M. Goode:

Copie de toute correspondance échangée entre le gouvernement de la Colombie-Britannique et le gouvernement fédéral, en 1950 et en 1951 jusqu'à ce jour, relativement au coût d'ouverture d'un chemin entre Agassiz et Hope, en Colombie-Britannique.

L'hon. M. Winters: J'ai conféré avec le député, qui consent sans doute que la motion soit provisoirement réservée.

(La motion est réservée.)

SUBVENTIONS AUX MUNICIPALITÉS

MESURE TENDANT À ACCORDER DES SUBVENTIONS
AUX MUNICIPALITÉS AU LIEU D'IMPÔTS SUR
LES PROPRIÉTÉS FÉDÉRALES

L'hon. Douglas Abbott (ministre des Finances) propose que la Chambre se forme en comité à la prochaine séance en vue d'étudier un projet de résolution ainsi conçu:

La Chambre décide qu'il y a lieu de présenter une mesure pour prescrire que le ministre des Finances peut, à même les sommes votées par le Parlement, accorder certaines subventions aux municipalités à l'égard des propriétés fédérales qui y sont situées.

—Informé de l'objet de cette résolution, Son Excellence le Gouverneur général en recommande l'examen bienveillant à la Chambre.

(La motion est adoptée.)

LE LOGEMENT

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS AU SUJET D'UN
PROJET DE LOGEMENTS À EDMONTON EN VERTU
DE LA LOI NATIONALE SUR L'HABITATION

A l'appel de l'ordre du jour.

M. A. F. Macdonald (Edmonton-Est): Le ministre des Ressources et du Développement

économique pourrait-il nous dire si des pourparlers ont eu lieu entre la ville d'Edmonton, la province d'Alberta et le gouvernement fédéral au sujet de la nécessité urgente de construire de nouveaux logements dans la région d'Edmonton pour répondre aux besoins pressants des militaires et des civils. Le ministre a-t-il reçu une communication du gouvernement provincial? Dans le cas de l'affirmative, est-il probable que l'on construise dans la ville d'Edmonton des logements en vertu de l'article 35 de la loi nationale sur l'habitation?

L'hon. Robert H. Winters (ministre des Ressources et du Développement économique): Nous savons que le gouvernement albertain s'intéresse à la construction de logements sous l'empire des dispositions de l'article 35 de la loi nationale sur l'habitation. Nous l'avons informé que nous étudierons volontiers toute proposition qu'il pourra formuler.

QUESTION AU SUJET DES PRIORITÉS À L'ÉGARD
DES MATÉRIAUX ESSENTIELS

A l'appel de l'ordre du jour.

M. W. Ross Thatcher (Moose-Jaw): Je désire poser une question au ministre de la Production de défense. Étant donné que, d'après les rapports, la construction d'habitations se trouve arrêtée dans plusieurs régions du pays par suite du manque de matériaux, le ministre peut-il nous dire si le Gouvernement a pris récemment des mesures afin que ceux qui construisent des maisons obtiennent des priorités à l'égard des matériaux de construction absolument nécessaires?

Le très hon. C. D. Howe (ministre de la Production de défense): Monsieur l'Orateur, je n'ai reçu aucun rapport indiquant qu'il y ait arrêt des travaux dans ce domaine. Le député en a peut-être reçu, mais qu'il soit assuré que le fonctionnaire chargé des priorités, au ministère, vient en aide à ceux dont on lui signale les besoins dans le domaine du logement peu cher.

M. Thatcher: J'aimerais poser une question complémentaire au ministre. Son ministère accorde-t-il une priorité bien déterminée à des entreprises d'habitation quand il s'agit d'obtenir des matériaux de construction?

Le très hon. M. Howe: Non, monsieur l'Orateur, aucune priorité spécifique n'est accordée, mais en vertu d'une entente avec mon collègue, le ministre des Ressources et du Développement économique (M. Winters), nous accordons les priorités requises lorsqu'il s'agit de la construction d'habitations.